



Photo: Croix Rouge Nigerienne

# Note de cadrage Protection Sociale : Niger

Rapport pays

Préparée par Key Aid Consulting pour la Croix Rouge Britannique

Novembre 2022

[www.keyaidconsulting.com](http://www.keyaidconsulting.com)

# I. Objectif, méthodologie et résumé

Cette note vise à explorer les possibilités pour la Croix Rouge Nigérienne d'établir et de renforcer les liens avec les systèmes de protection sociale existants. Le but principal de cette note est donc de fournir une description détaillée de la protection sociale et de sa mise en œuvre au Niger afin de favoriser l'intégration avec l'aide humanitaire fournie par les sociétés nationales et guider la programmation future. L'analyse cible plus particulièrement les programmes d'assistance sociale (voir annexe1) menés par les gouvernements aussi appelés «filets sociaux »avec une approche tournée autour de la sécurité alimentaire. Un bref aperçu de la méthodologie est disponible dans le Tableau 1 et plus de détail est fourni dans l'annexe 3 au sujet de la matrice d'analyse.




Tableau 1: Méthodologie

Phase de démarrage	Revue documentaire
	Une revue documentaire exhaustive a été menée au Niger en utilisant les sites <a href="#">IFRC</a> , <a href="#">Banque Mondiale</a> et <a href="#">social protection</a> , regroupant au total plus de 22 documents
Collecte de données	Entretiens qualitatifs
	15 Entretiens avec des informateurs clés ont été menés au niveau global et 8 au Niger.

## Degré de maturité et réactivité aux chocs de la PS

Le degré de maturité de la protection sociale au Niger est décrit dans le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** en utilisant le Stress Test<sup>1</sup> Banque Mondiale autour de ses trois éléments constitutifs et les données collectées auprès des informateurs clés. Le détail du degré de maturité est disponible au début de chaque section. Le degré d'alignement entre les filets sociaux et la CRN est disponible dans la section IV.

Tableau 2: Degré de maturité de la protection sociale.

	Dimension	Latent	Naissant	Émergeant	Établi	Avancé
	Parties prenantes et institutions		+			
	Coordination et financement		+			
	Données et systèmes d'information		+			

## Alignement des programmes de transferts monétaires du CRN avec les filets sociaux

Le design du transfert et les conditions d'éligibilité ne sont pas très alignés entre les programmes de transferts monétaires de la CRN et les filets sociaux. Cependant, des opportunités de convergences existent.

<sup>1</sup> L'équipe d'évaluation n'a pas eu accès au Stress Test Pays, mais a utilisé le document suivant Sahel Adaptive Social Protection, Annual Report 2022



## I.1. La Croix Rouge Nigérienne



Map Sources: ESRI, UNCS  
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations. Map created in Nov 2011.

La Croix Rouge Nigérienne (CRN) possède une longue histoire de collaboration avec les services de l'état en réponse aux catastrophes. Elle est créée en 13 juillet 1963 et travaille en étroite collaboration avec plusieurs ministères du gouvernement nigérien, tels que le ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, le ministère de la Fonction publique et le ministère de la Santé publique, de la population et des affaires sociales. La CRN compte huit antennes régionales, 256 de personnes employées<sup>2</sup> et plus de 10 000 volontaires répartis dans tout le pays.

La CRN travaille avec de nombreuses sociétés nationales participantes dont au moins 5 ont une délégation permanente

comme décrit dans la Figure 1 .

Figure 1: Partenariat de la CRN ;



### Transferts monétaires

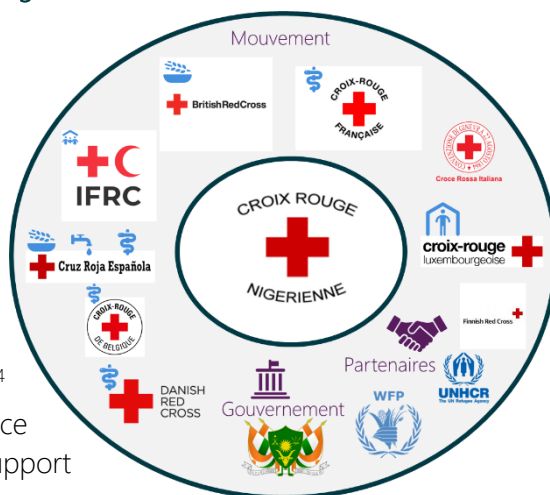
La CRN a déjà une expérience significative dans la mise en œuvre de programmes de transfert monétaires à petite et moyenne échelle grâce au soutien de la Croix Rouge Britannique et de la Croix Rouge de Belgique. Selon le cadre « Cash Readiness<sup>3</sup> » la société nationale se trouve au niveau 2<sup>4</sup>, c'est-à-dire qu'elle est en mesure de mettre en place des programmes de transferts monétaires avec un support externe.

Il existe donc des systèmes basiques, ainsi que des structures et des processus pour mettre en œuvre les programmes de transferts monétaires à petite et moyenne échelle. En 2022 il existe un point focal cash basé au siège, 80% des projets intègrent une composante cash, deux accords-cadres avec des prestataires de services financiers ont été signés et le temps de déploiement d'une réponse via la modalité des transferts monétaires approche les 4 semaines<sup>5</sup>.



### Mécanisme de distribution

La CRN effectue majoritairement des transferts d'espèces par le biais de différentes modalités suivant les partenaires de mise en œuvre et les localités. La CRN possède plusieurs accords-cadres avec des prestataires de services financiers (Zamani et Nita). Elle effectue des transferts monétaires par le



<sup>2</sup> IFRC "INP\_2023\_Niger (MAANE002)" 2

<sup>3</sup> Cash Peer Working Group (CPWG) "Guidance for Mainstreaming Cash and Voucher Assistance Cash Preparedness for Effective Response", 2020

<sup>4</sup> Le guide intègre 4 niveaux

<sup>5</sup> BRC "Cash readiness Niger " 2022

biais d'opérateurs téléphoniques comme Airtel ou Zamani, mais aussi avec des institutions de microfinances (Nita). Enfin la CRN commence à s'équiper, depuis 2021 en matériel Red Rose<sup>6</sup> pour proposer des transferts via des systèmes de coupon. Avec le soutien de la Croix Rouge de Belgique (CRB), 10 personnes ont été formées sur le système Red Rose en 2021. Selon des informateurs clés, l'utilisation du système Red Rose reste faible au Niger en 2022

Le Tableau 3, présente trois projets intégrant des composantes de transferts monétaires que la CRN a mis en œuvre récemment. La CRN a significativement amélioré sa vitesse de réponse au fil des années et intègre un nombre croissant de bénéficiaires dans sa composante de transfert monétaire en réponse aux crises alimentaires et pastorale. En 2020, la CRN a été un acteur important de la réponse aux inondations via la distribution de transferts monétaires à presque 5000 ménages avec le soutien des partenaires du Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (MCRCR). Pour l'année 2022, le DREF : Niger Food insecurity (MDRNE026) prévoit d'apporter une assistance à environ 20% des personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le pays soit 16 000 ménages<sup>7</sup>.

La CRN a également élaboré un plan de réponse du mouvement à la crise alimentaire et pastorale (incluant le Niger Food insecurity) et qui a prévu de répondre à travers le cash pour 22 000 ménages. La mise en œuvre de ce plan a permis d'assister à la date du 15/12/2022 dans les zones vulnérables 12794 ménages soit 58.15%

Tableau 3: Projets de transferts monétaires ces 3 dernières années.

Année	Nom projet	Lieu	Nb ménages ciblés	Type d'intervention	Partenaires <sup>8</sup>
2022 -2023	Plan de réponse du Mouvement à la crise alimentaire et pastorale	8 régions	22 000	Transfert monétaire	CRL <sup>9</sup> , CRB, IFRC, ICRC,CRE,CRF
2018-2021	Complex Emergency Appeal <sup>10</sup> (MDRNE021)	Maradi et Diffa	3500	Transfert monétaire	ICRC, CRL, CRE, CRB
2019-2021	Projet CASA	Maradi	1307	Transfert d'urgence et de relèvement	CRB

<sup>6</sup> Le système Red Rose propose aussi d'autres fonctionnalités comme l'utilisation d'un système d'information, mais à ce stade aucune information sur cette utilisation n'a été fournie par les équipes de la croix rouge

<sup>7</sup> IFRC « Emergency appeal, operational strategy Niger food insecurity crisis, [MDRNE026](#) 2022

<sup>8</sup> CRL Croix Rouge du Luxembourgeoise, CRB Croix Rouge Britannique, CRD Croix Rouge Danoise, CRE Croix Rouge Espagnole

<sup>9</sup> Croix Luxembourgeoise

<sup>10</sup> IFRC « Operation Update n°3, MDRNE021 »



## Réactivité aux chocs

La Croix Rouge du Niger a mis en place un système d'action basé sur les prévisions (Forecast Based Financing) pour les inondations avec le soutien de la Croix Rouge de Belgique en 2020. Ce dernier a été déclenché le 30 août 2022, mais des visites de terrain ont révélé des problèmes de fonctionnement des stations météorologiques qui ont surestimé le risque d'inondation. Ainsi, le protocole de réponse d'action anticipatoire a été suspendu<sup>11</sup>.

La CRN a aussi mis en place un système d'action basé sur les prévisions au niveau des sécheresses à Zinder afin de pouvoir déployer des actions anticipatoires. Le premier FbF sécheresse a été validé en 2021.



## Sécurité alimentaire :

La Croix Rouge du Niger travaille de manière très active sur la question de la sécurité alimentaire qui est centrale au Niger. Au niveau du siège, il existe un coordinateur Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME) avec un assistant en charge des transferts monétaires. Depuis 2017 de nombreux volontaires ont été formés sur la question de la sécurité alimentaire. Par exemple avec le projet « Renforcer la résilience des populations face aux périodes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle<sup>12</sup> » mis en place à Zinder entre 2020 et 2022 en collaboration avec la Croix Rouge Française, plus de 200 volontaires ont été formés à l'organisation de sessions de sensibilisation sur les Pratiques Familiales Essentielles. Le projet CASA mentionné dans le tableau 3 intégrait aussi une composante résilience appelée relèvement qui visait à la création d'Activité Génératrices de Revenus (AGR) dans la région de Maradi. Enfin la CRN travaille aussi avec le Centre de moyens d'existence qui apporte une assistance technique sur la mise en place des AGR et de l'évaluation de l'approche de clubs de mères. Le récent appel au financement (MDRNE026) positionne la CRN comme un acteur important de la réponse humanitaire au Niger. Le programme Sahel Hunger inclut les activités suivantes (Tableau 4) pour le Niger au niveau des bénéficiaires.

Tableau 4: Activités Sahel Hunger Prevention

Type d'activité	Cibles	Échelle
Clubs de mères	Groupes de femmes vulnérables dans les communautés	45 clubs
Pilote Cash Plus	Groupes de femmes vulnérables dans les communautés	
Activités Changement climatiques	A déterminer	

<sup>11</sup> IFRC « Early Action Protocol activation Operations update Niger: Floods », Novembre 2022

<sup>12</sup> Ferdows Ardei, Amadou Maman Aminou, Souley Ibrahim, Bernard Simon, Julia Bournat and Nassima Check-Abdoula, "Promotion of Key Family Practices in the Tanout and Magaria departments, Zinder region, Niger", Field Actions Science Reports [Online], Special Issue 5 | 2012, Online since 10 September 2012, connection on 05 January 2022. URL: <http://journals.openedition.org/factsreports/2041>

## I.2. L'assistance sociale au Niger

Degré de maturité des parties prenantes et institutions : Naissant



La Stratégie Nationale de la Protection Sociale a généré un intérêt limité au Niger et son opérationnalisation ne s'est jamais concrétisée. Malgré ce déficit, des institutions fortes ont émergées comme moteur de l'assistance sociale et de la réponse aux crises de sécurité alimentaire au Niger. Le projet de filets sociaux piloté par la CFS au sein de la DNP-GCA s'impose comme un instrument central de la protection sociale au Niger et ce dernier a réussi à mettre à l'échelle de manière rapide et coordonnée une expansion verticale de son programme touchant 400 000 nouveaux ménages en réponse au COVID-19.

### Ancrage institutionnel :

Le cadre institutionnel de la protection sociale est construit en partie autour de la Stratégie Nationale de la Protection Sociale (SNPS) qui a été élaborée en 2011 et possède un ancrage institutionnel encore faible. Cette stratégie n'a malheureusement jamais su s'imposer dans l'agenda de la politique nationale et peu de progrès ont été faits dans son opérationnalisation. Plusieurs raisons concourent à ce manque d'intérêt au niveau national. Tout d'abord le ministère en charge de son opérationnalisation a changé. Il est passé du ministère de la Femme et de la Protection de l'enfant qui avait un faible poids politique au ministère de l'Emploi du Travail et de la Protection Sociale (METPS). Ce dernier a un plus fort ancrage au niveau de l'axe 2 « Promotion du travail et de l'emploi » de la protection sociale, mais peine à coordonner l'axe 1 « Sécurité alimentaire et nutrition »<sup>13</sup>. De plus, la mise en place des comités de coordination et des comités techniques n'a pas amorcé. Selon les informateurs clés, ces comités sont très peu actifs et visibles. La SNPS reconnaît cependant la nécessité de passer d'un système uniquement réactif aux crises de sécurité alimentaire de courts termes à un système plus pérenne intégrant un filet social à même de construire la résilience des populations et en mesure de proposer des réponses adaptées aux chocs. Ce consensus fort qui semble émerger via la discussion sur l'approche nexus urgence développement<sup>14</sup> est aussi en train de structurer la révision de la nouvelle SNPS qui est en cours d'élaboration avec le soutien des partenaires techniques et financiers.

### L'engagement du gouvernement à lutter contre la faim et la malnutrition et à renforcer la résilience s'est traduit par des cadres institutionnels efficaces, propices à la coordination et à la collaboration.

La question de la sécurité alimentaire a modelé les institutions Nigériennes et deux institutions clés ont été créées pour opérationnaliser les stratégies nationales relatives à la construction de la résilience pour lutter contre la faim et la malnutrition. Le Dispositif National pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA), créé en 1998, est ancré dans les services du Premier Ministre et l'initiative 3N "Les Nigériens Nourrissent les Nigériens". Cette dernière a été lancée en 2012 par le Président et son Haut-Commissariat opère sous le bureau du Président et gère plutôt les questions relatives à la production agricole. Le DNP-GCA intègre trois unités, la Cellule Crises Alimentaires (CCA), la Cellule d'Alerte Précoce (SAP) et la Cellule Filets Sociaux (CFS) (voir Annexe 2 : VII.2). C'est au sein de la CFS que se trouve l'Unité de Gestion Technique des filets sociaux depuis

<sup>13</sup> La SNPS à 5 axes stratégiques : Axe 1) La lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en constitue le premier axe. Axe 2) la promotion du travail et de l'emploi. Axe 3) la réduction des barrières liées à l'accès aux services sociaux et infrastructures sociales de base. Axe 4) l'intensification des actions spécifiques en faveur des groupes vulnérables. Axe 5) le renforcement de la consolidation du cadre législatif et réglementaire.

<sup>14</sup> Au Niger un Comité Technique Tripartite sur le Nexus Urgence-Développement (CTTNUD) a été mis en place par le Gouvernement à développer un premier plan d'action 2021-2023.



2017 qui a maintenant la charge de la mise en œuvre d'un des projets phares en termes d'assistance sociale. Le Projet Filets Sociaux Adaptatif (PFSA) <sup>215</sup> « Wadata Talaka » voir détail du programme dans le tableau 5. Depuis que la CFS est logée au sein du DNP-GCA, depuis 2017, cette dernière a gagné en autonomie et est maintenant à même de piloter un programme à l'échelle avec l'imbrication de plusieurs composantes réactives aux chocs. En plus de la réponse COVID-19 qui a été déployée à grande échelle au Niger, le nouveau PFSA2 intègre deux composantes réactives aux chocs d'inondations et de sécheresse (voir tableau 5). Le CFS gère aussi la composante de transfert monétaire du projet PARCA.

**Le projet de filet sociaux Wadata Talaka a su s'imposer comme un véhicule important de réponse aux crises en proposant une expansion horizontale de son programme qui avait une base de 28 000 ménages à 400 000 autres ménages vulnérables souffrants des impacts du COVID-19 pour un paiement unique.** Le projet PSFA2 intègre différentes composantes qui permettent une meilleure réponse aux chocs. La réponse à plus grande échelle a d'abord concerné celle relative au COVID-19 qui a ciblé 400 000 ménages sur les 8 régions avec la collaboration du PAM et de l'UNICEF<sup>16</sup>. Le PSFA2 intègre aussi deux composantes réactives aux chocs de sécheresses et d'inondations en faisant de l'expansion horizontale et verticale suivant des seuils spécifiques pour la réponse sécheresse. La composante de construction de la résilience grâce à des mesures d'accompagnement ciblées a démontré des effets positifs significatifs sur les conditions de vie des ménages<sup>17</sup>. Enfin, le Projet d'appui aux réfugiés et aux communautés d'accueil (PARCA) aussi financé par la Banque Mondiale cible les populations réfugiées et est piloté par le Secrétariat Exécutif de la Stratégie pour le Développement et la sécurité des zones Sahélo-Sahariennes du Niger logé sous la primature. Ce projet intègre une composante de transferts monétaires qui a plus une visée de résilience et création d'AGR pour 27 000 réfugiées.

-----  
<sup>15</sup> Adaptive SNP (P166602), effective since June 20, 2019.

<sup>16</sup> PAM et UNICEF ont utilisés la cellule filet sociaux potouhcer plsu de bénéficiaires

<sup>17</sup> Bossuroy, Thomas; Goldstein, Markus; Karlan, Dean; Kazianga, Harounan; Pariente, William; Premand, Patrick; Thomas, Catherine; Udry, Christopher; Vaillant, Julia; Wright, Kelsey. 2021. Pathways Out of Extreme Poverty : Tackling Psychosocial and Capital Constraints with a Multi-faceted Social Protection Program in Niger. Policy Research Working Paper;No. 9562. [Ici](#)

Tableau 5: Programmes d'assistance sociale non contributive

Nom du programme	Type de programme (objectif)	Couverture Géographique	Nombre de bénéficiaire <sup>18</sup> s	Agence de pilotage
PFSA2( 2019-2023)	Composante 2 : Transferts monétaires <i>Résilience</i>	Niamey, Diffa, Maradi : 562 villages déjà couverts	120 000 ménages <sup>19</sup> (population hôte)	Unité CFS au sein du DNP-GCA
	Réponse COVID-19 <i>Réponse aux crises</i>	8 régions du pays	400 000 ménages	Unité CFS au sein du DNP-GCA
	Réponse inondations – type 2 <i>Réponse aux crises</i>	Dosso, Tillabéry, Niamey et Maradi	13 500 ménages	Unité CFS au sein du DNP-GCA
	Réponse sécheresse – indice déficit hydrique <i>Réponse aux crises</i>	Tillabéry, Tahoua et Zinder	23 000	Unité CFS au sein du DNP-GCA
	Mesures productives Résiliances	Tillabéry, Tahoua et Zinder	100 000 ménages	
PARCA (2019-2023) <sup>20</sup>	Composante 2 : Transfert monétaire pour création d'AGR Résilience	Diffa, tahoua , Tillabéri ( 15 communes)	83500,000 bénéficiaires (30% de réfugiées)	SE/SDS Sahel-Niger <sup>21</sup>

**Couverture :**

La couverture des filets sociaux est limitée en nombre et en termes de zones couvertes par rapport aux besoins grandissants du pays. La proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté atteint 40% selon la de dernière enquête nationale de 2019<sup>22</sup>. Malgré une amélioration par rapport au taux de pauvreté de 2014, la forte dynamique démographique fait que le nombre

<sup>18</sup> Pour toute la durée du programme tirée du "PAD Niger Adaptive Safety Net Project 2 Additional Financing (P173013) »

<sup>19</sup> Zapatero Larrío, Eric. Disclosable Version of the ISR - Chad - Refugees and Host Communities Support Project - P164748 - Sequence No : 06 (English). Washington, D.C. : World Bank Group.

<sup>20</sup> Banque Mondiale « Disclosable Version of the ISR - Niger Refugees and Host Communities Support Project - P164563 - Sequence No : 10 (English) » Novembre 2022

<sup>21</sup> Secretariat Exécutif de la Stratégie pour le Développement et la sécurité des zones Sahélo-Sahariennes du Niger qui est logé sous la primature

<sup>22</sup> République du Niger « Troisième rapport national volontaire sur les objectifs de développement durable », 2021, données de l'enquête EHCVM 2019



absolu de personnes vivant en situation de pauvreté a augmenté de l'ordre de 500 000 personnes, soit environ 100 000 personnes par an. Le projet de filets sociaux qui couvre 120 000 ménages cible donc 7,2%<sup>23</sup> de la population en situation de pauvreté. La PSAF2 couvre les 8 régions du Niger et applique un quota par région suivant le taux de pauvreté et l'incidence de l'insécurité alimentaire. Cette méthodologie ne prend donc pas en compte les besoins des populations réfugiées et déplacées dans les régions souffrant d'insécurité. Les communes et villages subissant un haut niveau d'insécurité ne sont pas intégrés au projet PFSA2 pour des raisons d'accès. Le projet PARCA essaye de couvrir une partie de ces besoins dans des régions plus difficiles d'accès, mais ce sont plus particulièrement les acteurs humanitaires qui apportent la réponse à plus grande échelle. Cette limite dans la couverture des villages suivant le degré d'insécurité renforce encore la nécessité d'articuler de manière cohérente le nexus au niveau décentralisé. Le PAM par exemple est un acteur central des programmes de transferts monétaires à grande échelle au Niger concentrant 90% du total des montants distribués pour la période juillet à septembre 2022<sup>24</sup>.

### Cohérence des approches :

**L'intégration stratégique entre les programmes humanitaires et d'urgence pour la sécurité alimentaire s'effectue au sein de la DNP-GCA, mais l'intégration opérationnelle entre le CCA et la CFS peut encore se renforcer.** Le CCA mène le travail sur le Plan de Soutien annuel qui fait suite aux analyses du cadre harmonisé et débouche sur plan de réponse humanitaire (HRP). Il est lui-même acteur de la réponse en effectuant de la distribution de vivres à grande échelle. Il est donc un partenaire clé pour de nombreux acteurs humanitaires type Programme Alimentaire Mondial (PAM) et autres ONGs. Le CFS quant à lui dirige le développement des filets sociaux nationaux et l'un de ses objectifs stratégiques est de renforcer la complémentarité des programmes pour répondre à la fois aux besoins d'urgence et saisonniers et à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté chroniques. Ce cadre institutionnel renforce l'approche nexus, les unités du CSA et de la CCA bien que lié de manière programmatique à la DNP-GCA peine encore à se coordonner de manière opérationnelle<sup>25</sup>.

### Densité et diversité des partenariats

**L'organisation de la réponse humanitaire mobilise un grand nombre d'acteurs sur des réponses à court et moyen termes.** Le Niger demeure confronté à une crise humanitaire complexe mêlant insécurité, mouvement de populations et catastrophes climatiques. Dans ce contexte, le pays est soutenu financièrement par les partenaires techniques et financiers humanitaires pour articuler une réponse d'ampleur dans le plan de réponse humanitaire (HRP). En 2022, le HRP intègre 148 partenaires opérationnels pour un montant requis de 552 millions d'euros visant à cibler 2,3 millions de personnes.



## II. Coordination et financement

Degré de maturité de la coordination et du financement : Naissant



La DNP-GCA joue un rôle croissant dans la coordination du continuum urgence-filets sociaux. L'état du Niger contribue significativement au financement de la protection sociale, mais peine à mettre en place des mécanismes de financement de long terme. L'étendue des besoins nécessite

<sup>23</sup> Taille du ménage moyen 6 PDES 2022-2026, total nb de personnes cibles PSAF2 : 720 000 /10 000000

<sup>24</sup> Cash Working Group Niger « Qui fait Quoi, Où, Comment (4W) - juillet à septembre 2022 » [lien](#)

<sup>25</sup> Recommandation dans le Plan de soutien 2022 à la DNP-GCA

des efforts financiers encore plus conséquents. Le projet phare PFSA2 est en partie financé par l'état sous la forme d'un prêt.

## II.1. Mécanisme de coordination et gouvernance

La DNP-GCA joue un rôle moteur dans la coordination du continuum urgence-filet sociaux et sa nouvelle stratégie<sup>26</sup> la positionne comme un acteur central en mesure de coordonner la réponse aux crises de sécurité alimentaire en articulant une vision de court et moyen terme. Le diagnostic des défis et enjeux de la DNP-GCA disponible dans la nouvelle stratégie<sup>27</sup> souligne que malgré des ressources financières insuffisantes, la DNP-GCA a su renforcer ses capacités de planification et d'anticipation, la coordination d'un nombre élevé de partenaires divers, la rapidité des interventions et le suivi des interventions. Elle a également développé des capacités au niveau régional et promu de nouvelles approches opérationnelles (approvisionnement local, alimentation complémentaire locale, diversification de la ration alimentaire). Les premiers et quatrième objectifs de sa nouvelle stratégie, visent à renforcer le rôle de leader de la DNP-GCA dans la coordination et la supervision des interventions d'urgence, saisonnière et de filet de sociaux.

**Le Niger a mis en place plusieurs mécanismes spécifiques de coordination de l'aide humanitaire et des filets sociaux.** La CFS a mis en place un Groupe de Travail interdisciplinaire (GTI) filets sociaux pour échanger sur une meilleure coordination entre les filets sociaux pluriannuels et les acteurs effectuant des transferts humanitaires. Ce groupe de travail n'a pas été très actif jusqu'en 2021, mais une assistance technique a été fournie en 2022 par l'Unicef pour appuyer le fonctionnement régulier du cadre de concertation de ce groupe de travail. Pour la partie humanitaire, le système des clusters est très actif sur la coordination globale et le Multi Sectoral Cash Working group (MSCwG) a travaillé sur l'harmonisation des outils pour les transferts monétaires et la mise à jour du Panier de Dépenses Minimums (PDM/MEB)<sup>28</sup>. Le MSCwG est perçu comme un véhicule de coordination spécifique à l'aide humanitaire par les membres du gouvernement et duplique en quelque sorte le travail de coordination effectué par la DNP-GCA<sup>29</sup>. Enfin il existe un Comité Technique Tripartite présidé par le ministère de l'Action Humanitaire (MAH) qui vise à faire avancer la réflexion sur le processus d'opérationnalisation du Nexus Urgence-Développement au Niger. Ce dispositif est présenté comme particulièrement important pour répondre aux besoins des zones affectées par les conflits. Le dispositif est aussi décliné au niveau régional et communal.

## II.2. Financement

**L'engagement financier en faveur de l'assistance sociale par l'état du Niger est significatif, mais se concentre majoritairement sur la réponse humanitaire.** En 2017, les dépenses totales d'assistance sociale correspondaient à 3,2 % du PIB du pays et l'état s'est engagé à couvrir 38,4 % des dépenses. Les dépenses moyennes en pourcentage de PIB pour les autres pays d'Afrique subsaharienne s'établissent à 1,5%. La plupart des dépenses de l'assistance sociale du gouvernement concernent des réponses à court terme et saisonnières à une insécurité alimentaire temporaire par la distribution ciblée et vente de céréales subventionnées pour 50% des dépenses totales<sup>30</sup>. Le plan de Soutien 2021 au Niger a été soutenu à hauteur de 28% par l'état. Pour ce qui est du financement

<sup>26</sup> DNP-GCA « Stratégie de prévention et de gestion des crises alimentaires 2021-2025 », juillet 2021

<sup>27</sup> ibid

<sup>28</sup> La CRN a contribué à ce travail

<sup>29</sup> MSCwG « Rapport de l'atelier sur le panier de dépenses minimum (MEB) », 2021

<sup>30</sup> Banque Mondiale « Revue des dépenses publiques en protection sociale au Niger » Mars 2019

des programmes Wadata Talaka 2 sur les 210\$ millions du programme, 50\$ millions sont financés par l'état via un mécanisme de prêt. Le projet PARCA est quant à lui aussi financé par des fonds extérieurs de la Banque Mondiale.

**Le Niger peine à établir des mécanismes de financement plus pérennes dans de longs termes.** Les organisations humanitaires, telles que le PAM et les ONGI<sup>31</sup>, dépendent encore largement des financements affectés à des activités ou des besoins spécifiques qui découlent du plan de réponse humanitaire. Avec l'aide des partenaires techniques et financiers, le Niger a établi un Fond Commun des Donateurs, mais les montants reçus et le nombre de donateurs reste encore très limité. En 2022, seulement l'Union européenne a contribué à ce fonds à hauteur de 14 millions de dollars, soit 5% du total des fonds reçus.

**Le Niger a diversifié ses mécanismes de financements en fonction des chocs et souscrit de manière annuelle à une police d'assurance auprès de l'African Risk Capacity (ARC) pour les sécheresses.** Le Niger par l'intermédiaire du SAP a travaillé sur le paramétrage d'un modèle de sécheresse qui déclenche des paiements suivant des niveaux d'exposition aux risques et le niveau de vulnérabilité des populations. Le Niger a reçu 3,5 millions de dollars en 2015 au titre de réponse à la sécheresse. En 2021 le mécanisme d'assurance couvre 700 000 personnes<sup>32</sup>

### III. Données et systèmes d'information - niveau pays

Degré de maturité des données et système d'information: Naissant



La coordination humanitaire et le système d'information de l'état sont en mesure de produire des analyses de la vulnérabilité et de l'exposition aux chocs de manière régulière et désagrégée. L'échange d'information notamment sur les analyses de besoins est opérationnel au niveau du système des clusters, mais la mise en place du Registre Social Unifié peine à s'opérationnaliser.

**Le processus d'analyse des vulnérabilités et de l'exposition aux chocs est bien développé au niveau national et un travail important est en cours pour améliorer le processus de décentralisation.** Le processus de l'analyse de l'insécurité alimentaire tourne autour du Cadre Harmonisé<sup>33</sup> qui couvre toutes les régions du Niger de manière annuelle et fournit des projections utiles à la planification de la réponse humanitaire. En parallèle de cet exercice, la coordination humanitaire travaille sur des cartographies des vulnérabilités et expositions aux chocs au niveau des départements avec le système INFORM<sup>34</sup>. Enfin au niveau des communes, le Système d'Alerte Précoce met en œuvre des sites sentinelles et des systèmes d'alerte précoce communautaires .

**Le Registre Social Unifié (RSU) n'est pas encore opérationnel.** L'ambition pour le RSU est de donner le jour à une base de données commune contenant des informations structurées et organisées sur

<sup>31</sup> Pour avoir le détail des partenaires au Niger voir le plan de réponse humanitaire [ici](#)

<sup>32</sup> Voir [lien](#) pour plus de détails

<sup>33</sup> Outil commun aux pays de la région, développé par le CILSS, pour l'identification consensuelle des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire. L'analyse selon le CH est réalisée deux fois par an, sous la coordination de la CC/SAP (en général au mois d'octobre et au mois de mars) avec la participation d'une dizaine de services techniques nationaux et de nombreux partenaires (ONG, agences des Nations Unies...).

<sup>34</sup> Voir carte [ici](#)

les bénéficiaires actuels et potentiels des filets sociaux. À ce jour la base de données intègre uniquement les données du projet filet sociaux soit environ 640 000 ménages. Selon plusieurs informateurs clés, l'unité en charge du registre national a encore besoin d'un renforcement de capacité au niveau technique et matériel avant de pouvoir être opérationnelle dans le partage d'information du registre. Afin d'unifier la démarche, un questionnaire d'enregistrement a été élaboré, mais les discussions progressent lentement sur la mise en œuvre, car il semble y avoir un manque de clarté sur la feuille de route et les objectifs ainsi que la protection des données.

**La coordination humanitaire grâce au système des clusters est très active dans l'échange d'information.** De l'avis de plusieurs informateurs clés, la coordination humanitaire est très active dans l'échange d'information au sein des différents clusters au niveau central et décentralisé. Au sein de la DNPSCA il existe aussi un Comité Elargi de Concertation (CEC) qui est censé partager l'information et analyser les options de réponses avec des représentants des partenaires financiers et techniques, mais très peu de retour sont disponibles sur ce comité. La CRN participe à ce comité.



## IV. Alignement du design des projets de TM de la CRN avec les filets sociaux

Tableau 6: Alignement transfert monétaire CRN PFA2

Alignement TM CRN/PFSA2

		Faible		Fort	
Design	Critère d'éligibilité et conditions requises				
	Modalité du transfert, montant et fréquence et durée				

### Critère d'éligibilité et conditions requises

**Les modalités de ciblage entre le PFSA2 et les activités de la CRN sont différentes.** Le projet PFSA2 utilise une modalité de ciblage dite des trois tiers. Le programme travaille d'abord sur un ciblage géographique. A chaque région est alloué un quota de bénéficiaire suivant le taux de pauvreté. Ensuite dans chaque région, les départements, les communes et les villages à sélectionner le sont sur la base des trois critères suivants : (i) le taux de pauvreté (ii) le taux d'insécurité alimentaire sévère et modéré et (iii) un indicateur de vulnérabilité face aux chocs. Enfin dans chaque village la méthode du Proxi Mean Test (PMT) <sup>35</sup> est utilisée sur les ménages grâce à un sondage. C'est-à-dire que suite à une enquête ménage un score est appliqué en fonction de critères prédéfinis et les ménages sont classés par degré de vulnérabilité dans la catégorie éligible ou non éligible. La même méthodologie a été utilisée pour le PSF2 régulier et l'expansion horizontale sur 400 000 ménages liée au COVID-19 enfin, une validation communautaire est organisée. Pour ce qui est de la CRN la méthode intègre aussi une composante géographique et ensuite une composante communautaire ou les volontaires

<sup>35</sup> Pour une explication détaillée de la méthode voir ce [lien](#)

avec l'aide des personnes vivant dans les localités ont en charge de sélectionner les bénéficiaires éligibles suivant une liste de critères. Dans le cas de la réponse à la crise alimentaire de 2022 (MDRNE026), une attention particulière est adoptée au niveau des femmes enceintes et allaitantes et des enfants. Pour ce qui est de la réponse aux chocs de sécheresse et inondations, le détail n'est pas disponible pour le PFSA2, car pas encore mis en œuvre pour la composante inondations.

**La CRN travaille de manière systématique sur des analyses de besoins multisectorielles** avant de proposer un niveau d'assistance aux populations qui n'intègre pas uniquement des modalités de transferts monétaires.

**Modalité du transfert, montant et fréquence et durée :**

Les montants distribués par les différentes composantes du PFSA2 et de la CRN sont différents, mais suivent les standards du Cash Working Group Niger fixé dans le Panier de Dépenses Minimum<sup>36</sup>. Le montant alloué par la CRN aux personnes souffrant d'insécurité alimentaire correspond aux besoins alimentaires du ménage pour un mois, c'est-à-dire 40 000 FCFA en une seule fois. Pour la réponse aux inondations, le précédent projet de la CRN en 2020 distribuait des transferts monétaires à hauteur de 50 000 FCFA sur la base de l'hypothèse que les besoins immédiats non satisfaits correspondent à 10% des dépenses minimales par ménage et par mois du panier de dépenses moyen. Les valeurs des montants distribués par la CRN et le PFSA2 sont alignées sur la réponse au COVID-19, mais pas sur les réponses aux inondations et sécheresses qui ont des montants et des durées de transfert plus élevés<sup>37</sup> prenant en compte plus de besoins que ceux alimentaires (voir Tableau 7).

**Le PFSA et la CRN utilisent les transferts monétaires en espèce comme modalité de paiement.** Selon le Cash Working Group au Niger la plupart des transferts monétaires se font par des paiements directs<sup>38</sup>. Une petite minorité des programmes de transferts monétaires utilise les transferts mobiles ce qui est le cas de la CRN qui possède un accord-cadre avec deux opérateurs téléphoniques<sup>39</sup> (Airtel et Zamani) et un opérateur de microfinance (IMF). Il est prévu pour le projet PFSA2 de commencer à développer le paiement mobile en 2023 dans les zones urbaines, mais pour le moment la majorité des paiements se fait par des institutions de microfinances. Les acteurs des transferts monétaires veulent petit à petit se diriger vers un modèle où le bénéficiaire peut choisir sa modalité préférée suivant la région et sa capacité à retirer l'argent.

Les populations réfugiées et déplacés internes ne font pas partie du PFSA2, mais sont intégrés dans le PARCA pour les activités de résiliences liées à la mise en place d'AGRs.

---

<sup>36</sup> Panier de Dépense Minimum 2019 disponible [ici](#)

<sup>37</sup> Le montant du transfert pour les inondations est plus élevé que le MEB multisectoriel qui est de 81 300 FCFA

<sup>38</sup> Cash Working Group Niger " Les interventions en transfert monétaire : Qui, Fait quoi, Où, Comment (4W) » janvier - mars 2022 [lien](#)

<sup>39</sup> Orange et Airtel

Tableau 7: Détails des programmes PSAF2 et CRN

		Wadata Talaka - Phase 2	Réponse COVID-19	Réponse inondations – type 2	Réponse sècheresse – indice déficit hydrique	CRN 2022 : MDRNE026
Design du transfert	Type de ciblage	Trois tiers : géographique, PMT , communautaire	Trois tiers : géographique, PMT , communautaire	Géographique et selon critères de vulnérabilités	Géographique et selon critères de vulnérabilités	Géographique et selon critères de vulnérabilités
	Valeurs	15,000 FCFA par ménage par mois  (=180,000/ménage/an)	45 000 FCFA /ménage	100 000 FCFA /ménage	15 000 FCFA/ménage  (=180 000/ménage/an)	40 000 FCFA par ménage
	Fréquence	Trimestre	Une fois	Une fois	Mois	Une fois , <b>période de soudure</b>
	Durée	2 ans	Une fois	Une fois	1 an	Une fois
	Conditionnalité	Inconditionnel	Inconditionnel	Inconditionnel	Inconditionnel	Inconditionnel
	Modalité	Transfert d'espèce	Transfert d'espèce	Transfert d'espèce	Transfert d'espèce	Transfert d'espèce
	Mécanisme de distribution	Monnaie électronique et paiement direct	Monnaie électronique et paiement direct	Non déployé	Non déployé	Monnaie électronique Zamani
	Inclusion des populations réfugiées	non	non	non	non	<b>Oui</b>



## V. Alignement du système de distribution des projets de TM de la CRN avec les filets sociaux

PFSA2		Alignement TM CRN/PS			
		Faible		Fort	
Design	Sensibilisation				
	Enregistrement/ sélection				
	Paieement				
	Gestion des plaintes				
	Protection				
	Suivi évaluation				
	Système d'information				

**Sensibilisation** : La sensibilisation est un des points forts de la CRN qui grâce à son réseau dense de volontaires issues des communautés mobilise rapidement des équipes entraînées dans les communautés grâce à l'approche Engagement Communautaire et Redevabilité (CEA). Le manuel d'exécution du projet Filet Sociaux Adaptatif 2, ne décrit pas de mesures spécifiques liées à la sensibilisation des communautés avant la mise en œuvre du recensement, mais plusieurs informateurs ont mentionné la mise en place d'une Assemblée Générale villageoise.

**Enregistrement/Sélection** : Pour la CRN, l'enregistrement des bénéficiaires se fait directement par les volontaires une fois le processus de ciblage fini des comités villageois sont aussi établis pour valider les listes. Pour le projet PFSA2, à la suite des résultats du test PMT, l'opération d'enregistrement se fait en assemblée générale communautaire. Les noms des personnes à enregistrer sont lus à haute voix et l'équipe d'enregistrement remplit ensuite les formulaires d'enregistrement des ménages directement dans le dispositif électronique.

**Paieement** : Le paiement des bénéficiaires pour le projet PFSA2 se faisait par le retrait d'espèce à un guichet avant 2022, mais le projet prévoit maintenant d'adapter les mécanismes de distribution suivant les localités et les préférences des bénéficiaires. Pour ce qui est de la CRN les paiements se font via des transferts mobiles, mais dans certains projets aussi par des agences de microfinances. Le processus de choix de la modalité de transfert monétaire est plus flexible au sein de la CRN et intègre une analyse des besoins et de faisabilité.



**Protection** : La CRN en tant qu'acteur humanitaire met un accent particulier sur la protection. Dans le cadre du projet CASA, la CRN a mis en place plusieurs processus pour s'assurer de respecter les principes de "ne pas nuire" et de protection centrée autour de la validation des critères de ciblage avec les communautés. Le suivi de la situation sécuritaire a aussi permis d'ajuster le programme et de déplacer des points de distribution<sup>40</sup>. Le projet PFSA2 ne travaille pas dans les zones avec de hauts niveaux d'insécurité et le manuel d'exécution ne décrit pas de procédure spécifique ou de standards minimums liés à la protection.

**Gestion des plaintes** : Pour le projet PFSA2 la gestion des plaintes se fait au niveau des comités de sélection et un numéro vert sera mis en place à partir du premier trimestre 2023 . La CRN met en place un système de gestion de plaintes grâce aux comités, mais ne possède pas encore de numéro vert ou de mécanisme de gestion des plaintes standardisé avec un comité dédié qui gère les plaintes et fournit des réponses dans un temps imparti

**Suivi évaluation** : Le projet PFSA2 intègre un système de suivi évaluation plus avancée que la CRN. En termes de suivi évaluation le PFSA2 intègre les activités suivantes : une enquête indépendante de satisfaction des bénéficiaires, une évaluation d'impact, une évaluation de processus, des rapports de terrain des partenaires de mise en œuvre et une enquête qualitative. La CRN travaille aussi sur un PDM et un rapport d'activités, mais ces derniers ne sont pas toujours disponibles ni analysés.

**Système d'information** : Le projet PFSA2 a développé son propre système d'information à partir d'une plateforme open source. La gestion des différentes composantes adaptatives nécessite une révision du système d'information qui sera réalisé en 2023. La CRN n'utilise pas de système d'information centralisé à ce jour.

---

<sup>40</sup> Dans le projet CASA, le point de distribution a été déplacé au marché de Maradi à la suite de l'attaque de Dan Kano

## VI. Opportunités d'intégrations et risques

La convergence des programmes de transferts monétaires de la CRN et des filets sociaux n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de mieux répondre aux besoins structurels et cycliques dans un environnement où les ressources sont limitées. Une convergence efficace, soutenue par une approche collaborative et participative, est considérée comme un moyen de réduire le temps de réponse et d'augmenter ensuite l'efficacité.

Il existe divers points d'entrées des sociétés nationales visant des objectifs différents, le résumé de ce que peut offrir la société nationale aux systèmes de protections sociales est disponible en annexe 6.

Point d'entrée	Opportunités	Risques	Point de contact
Accompagnement du volet mesure productive	Le projet PFSA2 prévoit de distribuer une tranche unique d'un montant de 100 000 FCFA /ménage à 60 000 ménages qui bénéficient déjà des transferts réguliers pour les soutenir dans le développement d'AGR. La CRN a une expérience dans le domaine et pourrait participer à la mise en œuvre de cette composante dans certaines régions.	Le turnover et la formation des volontaires pourraient être un frein à la mise en œuvre efficace des mesures d'accompagnements	DNPGCA/CFS
Soutenir la composante action basée sur la prévision des sécheresses du PFSA2	Le projet PFSA2 est en train de mettre en œuvre une composante de système d'action basé sur la prévision de sécheresse en utilisant un index de besoin en eau développé par la FAO appelé le Water Requirement Satisfaction Index (WRSI) . Un système de seuil est mis en place pour apporter un complément de revenus aux communes du projet souffrant de déficit hydrique <sup>41</sup> . Le projet pilote a débuté en 2022 avec un premier paiement	Les deux modèles de FbF reposent sur des indicateurs et logiques différentes qui ne sont pas compatibles.	DNPGCA/CFS, Banque Mondiale

<sup>41</sup> Pour plus de détail voir [ici](#)

	<p>en mars 2022. La CRN pourrait essayer de mutualiser son expérience sur le FbF avec celui des filets sociaux afin de pouvoir améliorer le modèle et porter assistance aux populations les plus touchées de manière efficace.</p>		
<p><b>Trouver de synergies avec la composante réponse aux inondations du PFSA2</b></p>	<p>La CRN a été un acteur important des inondations en 2020 et a validé un protocole d'alerte précoce sur les inondations afin de mettre en œuvre des actions anticipatoires. Le projet PFSA2 a aussi travaillé sur la réponse aux inondations et travaille en ce moment sur un modèle basé sur les prévisions. La CRN pourrait trouver plus de synergies avec les modèles du PFSA2 afin de proposer des actions anticipatoires dans les localités des projets PFSA2.</p>	<p>Les deux modèles de FbF reposent sur des indicateurs et logiques différentes qui ne sont pas compatibles.</p>	<p>DNPGCA/CFS</p>
<p><b>Appui au RSU</b></p>	<p>Le registre social unique n'est pas encore opérationnel, mais il pourrait être stratégique de commencer à s'aligner avec les questionnaires harmonisés et de se renseigner sur le protocole d'échanges de données afin de pouvoir contribuer au registre.</p>	<p>Complexité du questionnaire harmonisé par apport au processus CRN</p>	<p>DNPGCA/CFS, RSU</p>
<p><b>Apporter une contribution à la nouvelle PNPS</b></p>	<p>La nouvelle PNPS est en cours d'élaboration avec le soutien des partenaires techniques et financiers comme l'UNICEF et la Banque Mondiale. Une phase de commentaires du rapport est toujours ouverte aux acteurs de la société civile et il serait intéressant pour la CRN de se positionner dans ce processus afin de pouvoir être aux courants des dernières orientations politiques et pouvoir influencer certaines décisions en sa faveur.</p>		<p>DNPGCA/CFS, UNICEF, Banque Mondiale</p>

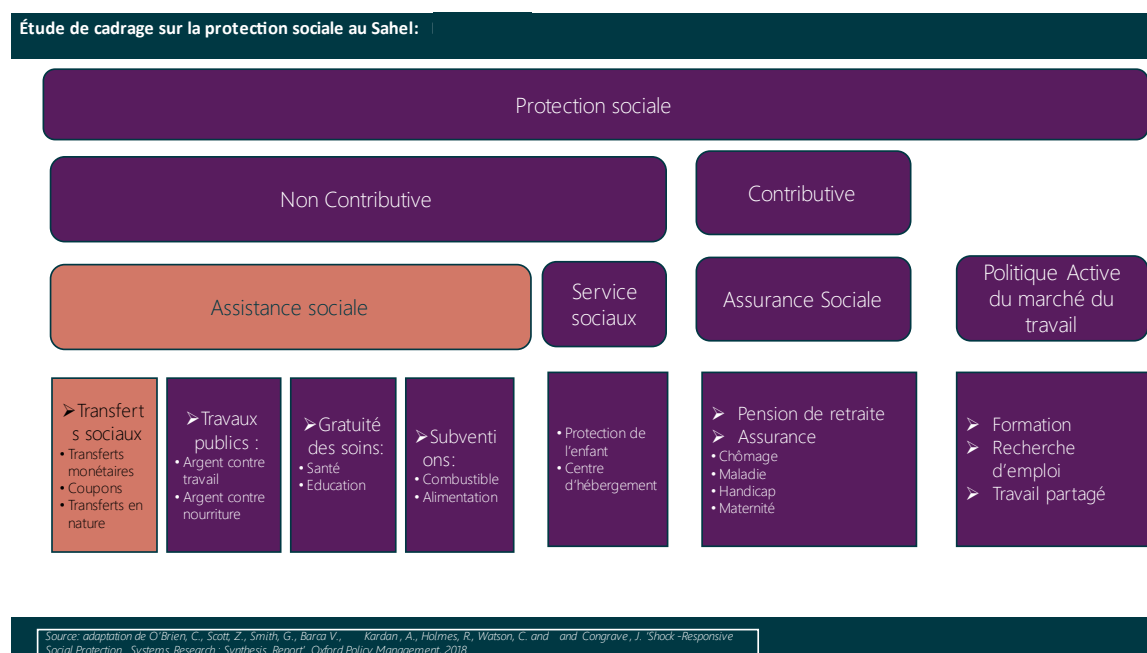
## VII. Annexes

### VII.1. Annexe 1 : Définition de la protection sociale

Le concept de **protection sociale** englobe une multitude de programmes et dispositifs qui sont pilotés par des institutions différentes à plusieurs moments du **cycle de vie** des populations. À ce titre, il est important de fixer la définition de la protection sociale et de délimiter les contours de cette dernière pour la présente étude. La figure 1 représente la typologie communément admise de la protection sociale. Cette dernière inclut donc deux piliers importants qui sont la **protection sociale non contributive** englobant l'assistance sociale et les services sociaux et la **protection sociale contributive** incluant les assurances sociales, type chômage, maladie ou handicap. Dans cette dernière catégorie, les bénéficiaires doivent contribuer au système pour ouvrir des droits. Enfin les **politiques actives du marché du travail** font aussi partie de la protection sociale, mais ne seront pas inclus dans le cadre de cette étude.

Figure 2: Typologie de la protection sociale<sup>42</sup>

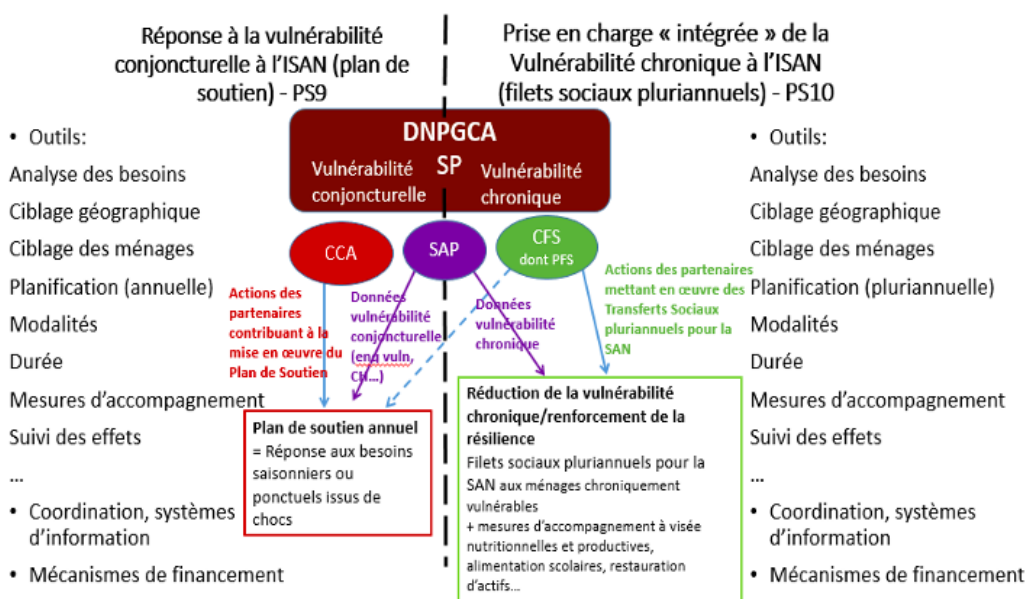
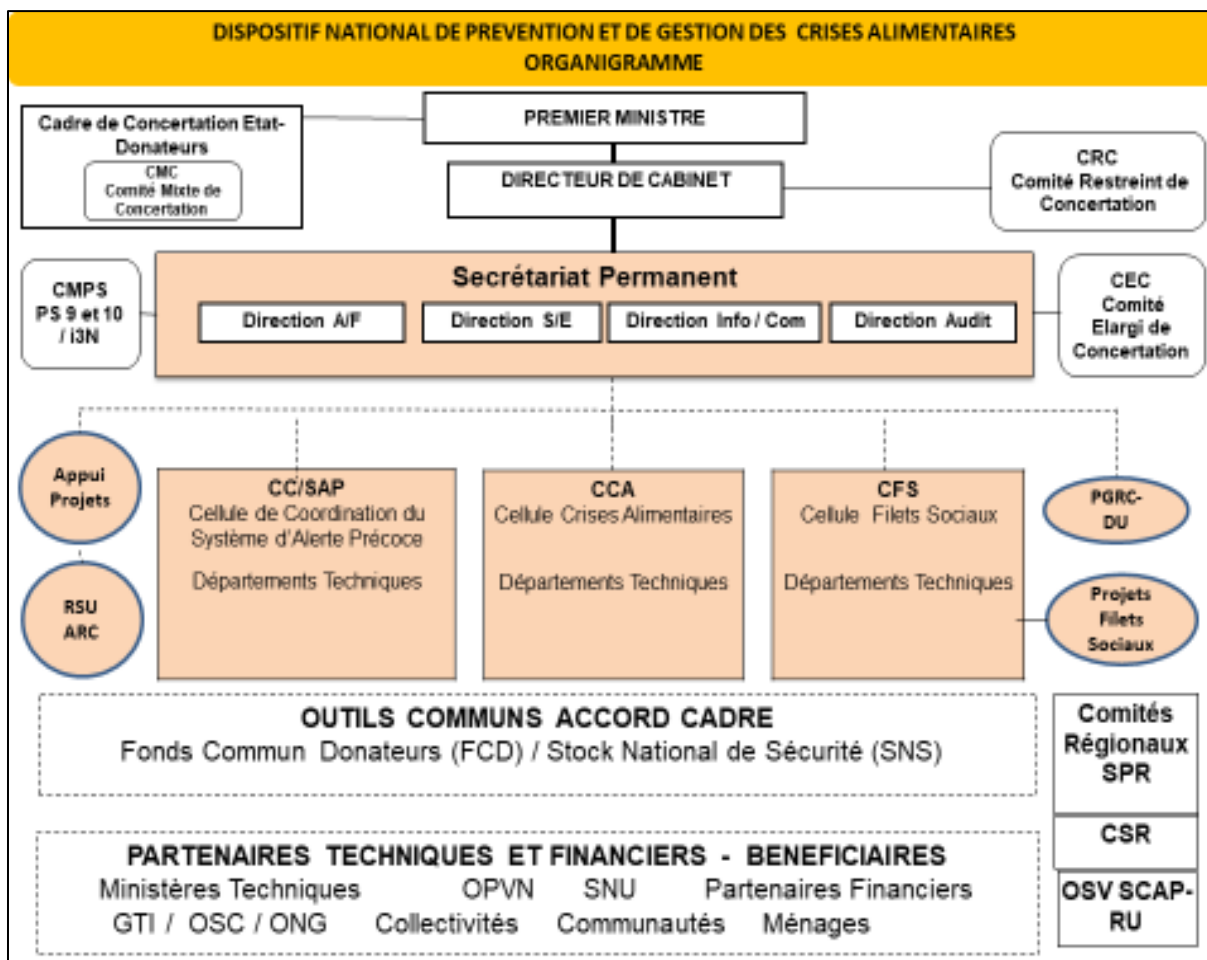
La présente étude se focalisera sur les programmes d'assistance sociale gouvernementaux (cases en orange dans la figure 1) , aussi nommés filets sociaux<sup>43</sup> dans la région du Sahel piloté par les gouvernements.



<sup>42</sup> O'Brien, C., Scott, Z., Smith, G., Barca V., Kardan, A., Holmes, R., Watson, C. and and Congrave, J. 'Shock-Responsive Social Protection Systems Research: Synthesis Report'. Oxford Policy Management, 2018. <https://www.opml.co.uk/files/Publications/a0408-shock-responsive-social-protection-systems/srsp-synthesis-report.pdf?noredirect=1>.



<sup>43</sup> Les interventions générales en matière de soins de santé et d'éducation ou les subventions générales aux prix à la consommation (y compris les subventions à l'énergie, à l'électricité et à l'alimentation) ne sont pas considérées comme faisant partie des filets sociaux (question d'une novice : pourquoi ?)

## VII.2. Annexe 2 : Cartographie des acteurs




## VII.3. Annexe 3 : Éléments d'appréciation du Stress Test

Ces éléments de jugements ont été utilisés pour situer le degré de maturité de la protection sociale sur un continuum. Le présent projet a utilisé comme base théorique le guide stress test <sup>44</sup>, mais a réorganisé les éléments constitutifs afin de pouvoir suivre la matrice d'analyse en annexe4.

Element Constitutif	Latent	Naissant	Émergeant	Établi	Avancé
 <p>Parties prenantes et institutions</p>	<p>Le gouvernement n'a pas de programmes substantiels, la plupart de l'assistance sociale est couverte par les ONG et des donateurs et couverture limitée de la SP, conduisant à de faibles niveaux de résilience parmi sa population</p>	<p>Rôle et responsabilités limitée et peu claire sur la réponse aux chocs . Le gouvernement a quelques programmes avec une couverture limitée, qui restent non coordonnés et limitant ainsi la résilience</p>	<p>Rôles et responsabilités clairement attribués Le gouvernement a des programmes pertinents niveau national et une certaine couverture qui peut promouvoir la résilience</p>	<p>Rôles reconnus et responsabilités de chaque organisme pour répondre aux différents chocs bien que certaines lacunes et des faiblesses subsistent. Importante couverture de la PS par des programmes nationaux de la sécurité, et des moyens de subsistance qui assurent une forte résilience de la population</p>	<p>Rôles reconnus et responsabilités pour tous les chocs. Forte couverture des filets sociaux et programmes de subsistance offrant un ensemble d'interventions interventions et une grande complémentarité s'assurer que la population est très résiliente aux chocs.</p>
	<p>Le gouvernement n'a pas de stratégie de financement et pas ou faible engagement de</p>	<p>Stratégie et analyse des coûts des filets sociaux en cours de développement.</p>	<p>Une stratégie de financement des filets sociaux et de la réduction des risques et</p>	<p>Stratégie existante des filets sociaux et de la gestion des risques et des</p>	<p>Stratégie de financement existante et mise à jour régulièrement</p>

<sup>44</sup> World Bank "Stress Testing Social Protection – A rapid appraisal of the adaptability of social protection systems and their readiness to scale-up", 2022

<p>Financement et coordination</p>	<p>financement pour risque de catastrophe, les besoins et allocations sont déterminés après l'événement, sans aucune directive sur le déboursement manque de rôles assignés et responsabilités</p>	<p>Aucun financement du risque de catastrophe, en place pour les filets sociaux. Besoins de financement après l'événement et nécessitant une réaffectation budgétaire et vulnérable aux retards. Coordination fragmentée autour de la protection sociale et les acteurs du DRM</p>	<p>catastrophe est en place avec des fonds dédiés à la réponse aux chocs pour les filets sociaux Coordination en particulier pour certains choc(s) bien que certains chevauchements et lacunes subsistent</p>	<p>catastrophes. Engagements financiers pour garantir une réponse rapide, existence d'une gamme d'instruments prépositionnés</p>	<p>Portefeuille de financement diversifié pour assurer une couverture complète de différents et flexible aux nouveaux chocs. Forte coordination entre tous les acteurs pertinents acteurs de la PS et de la GRC sans retard ni tout chevauchement</p>
<p> Données et systèmes d'information</p>	<p>Registre n'est pas adéquates : Couverture très faible Des registres/listes qui sont fragmentés et pas adéquats pour cibler</p>	<p>Registre quelque peu adéquat : Registres/bases de données de couverture est limitée à un maximum de 50 pour cent des potentiels population dans le besoin et quelques</p>	<p>Registre couvrent entre 50 à 70% des potentielles populations en besoin avec quelque peu données améliorées, particulièrement dans zones sujettes aux chocs, mais Interopérabilité encore limitée et</p>	<p>Registres/bases de données est généralement adéquates à travers les chocs : couvre(nt) la plupart des populations potentiellement impactés. Couverture des zones sensibles aux chocs et un haut degré élevé de fiabilité et précision</p>	<p>Registre est entièrement suffisantes pour répondre à tous les chocs : Intégré au registre/ bases de données couvrant presque toute population et peuvent être mises à jour fréquemment sur</p>



		zones sujettes aux chocs couverts. Limite de la capacité d'expansion via des bases de données non gouvernementales	certaines fragmentation reste		demande et être utilisées à travers de multiples chocs
--	--	---	-------------------------------------	--	--

## VII.4. Annexe 4: Matrice d'analyse

Élément constitutif	Composante	Question de recherche	
Niveau pays			
1.Parties prenantes et institutions (niveau pays)	1.1 – Capacités des sociétés nationales en termes de transferts monétaires et SAME	1.1.1	Quelle est la capacité organisationnelle/intervention de la SNH en termes de TM
		1.1.2	Quelle est la capacité de la SNH en termes de sécurité alimentaire ( NB de projets, staff dédié) ?
	1.2 - Capacité des gouvernements et maturité du système de protection sociale	1.2.1	Quelle est la solidité de l'ancrage institutionnel de la protection sociale et le niveau de leadership pays dans la priorisation des objectifs
		1.2.2	Quelle est la couverture de la protection sociale dans le pays
		1.2.3	Quelle est la cohérence de l'articulation de la politique de protection sociale entre les ministères et secteurs
		1.2.4	Quelle est la densité et diversité des partenariats sur la protection sociale
	2.Coordination et financement ( niveau pays )	2.1 Prépositionnement des fonds	2.1.1
2.1.2			Quel est le niveau d'existence de financement de longs termes
2.1.3			Quelle est l'utilisation de police d'assurance catastrophe climatique privée
2.2 Mécanisme de coordination		2.2.1	Dans quelle mesure la coordination nationale a-t-elle identifié les avantages comparatifs des acteurs par secteur et notamment sur la SAME

		2.2.2	Quel est le niveau de formalisation de la coordination entre les filets sociaux et autres acteurs nationaux et internationaux via des MoU ?
3:Données et systèmes d'information ( niveau pays )	3.1 Système d'information sur la protection sociale et registre unique	3.1.1	Dans quelle mesure le système de protection sociale arrive à combiner l'évaluation de la vulnérabilité , sécurité alimentaire avec celles des expositions aux risques pour une meilleure compréhension de la répartition spatiale de la vulnérabilité aux chocs
		3.1.2	Dans quelle mesure le registre social est aligné avec les 5 critères suivants ( Complétude, pertinence, qualité , mise à jour et accessibilité)
		3.1.3	Dans quelle mesure le mécanisme d'enregistrement du registre unique intègre des indicateurs de la SAME,
	3.2 Closets de protection des données	3.2.1	Dans quelle mesure les ministères en charge de la mise en œuvre des programmes de protection sociale s'échangent des données
		3.2.2	Dans quelle mesure il existe des procédures formelles d'échange de données entre le gouvernement et les ONG en charge de la mise en place des programmes
	Niveau projet		
4: Design des projets CVA (niveau projet)	4.1 Méthode de ciblage	4.1.1	Dans quelle mesure le système de ciblage individuel est inclusif et aligné aux standards humanitaires ?
		4.1.2	Dans quelle mesure des études de vulnérabilité et risque sont réalisées au préalable pour choisir les localités d'intervention
	4.2 Design du transfert	4.2.1	Dans quelle mesure le programme offre une aide suffisante en termes de montant, fréquence et durée
	4.3 Modalité du transfert	4.3.1	Dans quelle mesure les modalités de transferts utilisées sont alignées avec celles utilisées par la SN?
	4.4 Inclusion des populations vulnérables	4.4.1	Dans quelle mesure le programme inclut les populations vulnérables qui sont aussi bénéficiaires des activités de la SN ?

5: Système de distribution (niveau projet)	5.1 Sensibilisation	5.5.1	Est-ce que les campagnes de sensibilisation sont alignées avec les SOP et procédures de la SNH pour atteindre les personnes vulnérables ?
	5.2 Enregistrement	5.5.2	Est-ce que les méthodes d'enregistrements sont alignées avec les pratiques de la SNH ?
	5.3 Sélection	5.5.3	Est-ce que les méthodes de sélection suite à l'enregistrement sont alignées avec les pratiques de la SNH en termes de CEA ?
	5.4 Paiement	5.5.4	Est-ce que la méthode de paiement est alignée avec les capacités de la SNH?
	5.6 Gestion des plaintes	5.5.5	Est-ce que les mécanismes de gestion des plaintes sont alignés avec les pratiques de la SNH?
	5.7 Protection	5.5.6	Est-ce que l'approche de protection est alignée avec les pratiques de la SNH?
	5.8 Suivi évaluation	5.5.7	Est-ce que le suivi d'évaluation est aligné avec les pratiques de la SNH?
	5.8 Système d'information	5.5.8	Est-ce que le mécanisme de gestion de l'information est aligné avec les pratiques de la SNH?

## VII.5. Annexe 5: Ce que la SN peut apporter

---

Ce que les Sociétés Nationales ont à offrir:



Être plus rapide: *en étant plus flexible, agile et prêt à répondre aux crises*



Touchées les personnes les plus vulnérables: *en mobilisant l'engagement des communautés*



Être plus prévisible: *en aidant à améliorer le système d'alerte précoce communautaire et en utilisant des protocoles d'actions précoces*



Être plus durable: *en se reposant sur l'expérience du mouvement et des volontaires dans les communautés*

## VII.6. Annexe 6 : Réponse de la société nationale

La convergence des programmes de transferts monétaires de la CRN et des filets sociaux n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de mieux répondre aux besoins structurels et cycliques dans un environnement où les ressources sont limitées. Une convergence efficace, soutenue par une approche collaborative et participative, est considérée comme un moyen de réduire le temps de réponse et d'augmenter ensuite l'efficacité. Ce tableau rend compte de la réponse des sociétés nationales aux points d'entrées proposées.

Point d'entrée	Opportunités	Niveau de priorité de 1 à 5	Commentaires CRN
Accompagnement du volet mesure productive	Le projet PFSA2 prévoit de distribuer une tranche unique d'un montant de 100 000 FCFA /ménage à 60 000 ménages qui bénéficient déjà des transferts réguliers pour les soutenir dans le développement d'AGR. La CRN a une expérience dans le domaine et pourrait participer à la mise en œuvre de cette composante dans certaines régions.		
Soutenir la composante action basée sur la prévision des sécheresses du PFSA2	Le projet PFSA2 est en train de mettre en œuvre une composante de système d'action basé sur la prévision de sécheresse en utilisant un index de besoin en eau développé par la FAO appelé le Water Requirement Satisfaction Index (WRSI) . Un système de seuil est mis en place pour apporter un complément de revenus aux communes du projet souffrant de déficit hydrique <sup>45</sup> . Le projet pilote a débuté en 2022 avec un premier paiement en mars 2022. La CRN pourrait essayer de mutualiser son expérience sur le FbF avec celui des filets sociaux afin de		

<sup>45</sup> Pour plus de détail voir [ici](#)

	pouvoir améliorer le modèle et porter assistance aux populations les plus touchées de manière efficace.		
<b>Trouver de synergies avec la composante réponse aux inondations du PFSA2</b>	La CRN a été un acteur important des inondations en 2020 et a validé un protocole d’alerte précoce sur les inondations afin de mettre en œuvre des actions anticipatoires. Le projet PFSA2 a aussi travaillé sur la réponse aux inondations et travaille en ce moment sur un modèle basé sur les prévisions. La CRN pourrait trouver plus de synergies avec les modèles du PFSA2 afin de proposer des actions anticipatoires dans les localités des projets PFSA2.		
<b>Appui au RSU</b>	Le registre social unique n’est pas encore opérationnel, mais il pourrait être stratégique de commencer à s’aligner avec les questionnaires harmonisés et de se renseigner sur le protocole d’échanges de données afin de pouvoir contribuer au registre .		
<b>Apporter une contribution à la nouvelle PNPS</b>	La nouvelle PNPS est en cours d’élaboration avec le soutien des partenaires techniques et financiers comme l’UNICEF et la Banque Mondiale. Une phase de commentaires du rapport est toujours ouverte aux acteurs de la société civile et il serait intéressant pour la CRN de se positionner dans ce processus afin de pouvoir être aux courants des dernières orientations politiques et pouvoir influencer certaines décisions en sa faveur.		



## VII.1. Annexe 7: Liste des informateurs clés

Le point de contact local au niveau de la CRN n'a pas pu produire une lettre d'invitation officielle, ce qui a réduit significativement le taux de réponse surtout au niveau des institutions internationales. Le consultant a contacté plus de 20 personnes et relancé chaque personne au moins trois fois, mais malgré cet effort un nombre minimum de personnes a pu être consulté. L'équipe d'évaluation a compensé le manque d'information qualitative par l'accès à plus de sources et rapports secondaires.

	Structure	Poste	Nom
1	CRN	Dvpt Organisationnel	Sidi Ouattara Ibrahim
2	CRN	Responsable cash Transfert	Massalatchi Amadou
3	CRN	Coordinateur SAME	Ahmed YAHAYA
4	ACTED	Coordinateur SAME	Firmain Koassi
5	ONG COOPI	Coordinateur SAME	Amadou Massalatchi
6	ONG AREN	Chef de projet	Aboubacar Mamane
7	DNPGCA	Assistant Technique DNPGCA	DEGUEURCE Stephane
8	Ministère de l'Agriculture	Chef de division diffusion, formation et communication de la direction Générale de statistiques agricoles (DSA)	Alio
9	GOAL	Chef de projet sécurité alimentaire	Taouey Alhassane Ousmane

KEY  
AID  
CONSULTING